

RAPPORT ANNUEL

2025 - 2026



Ce rapport présente les activités réalisées par le Centre québécois du droit de l'environnement (CQDE) du 1er juillet 2025 au 30 juin 2026, correspondant à l'année financière du CQDE.

© 2026
Centre québécois du droit de l'environnement
5248 boulevard Saint-Laurent,
Montréal, Québec, Canada
H2T 1S1
Courriel: info@cqde.org
Site internet: www.cqde.org

Rapport préparé par l'équipe du CQDE
Reproduction d'extraits de ce document permis
en citant la source

TABLE DES MATIÈRES

3 MOT DE LA PRÉSIDENTE ET DE LA DIRECTION

4 LE CQDE EN BREF

7 ACTIONS JUDICIAIRES ET ADMINISTRATIVES
DANS L'INTÉRÊT PUBLIC

Loi C-5 sur les projets « d'intérêt national »
Registre public d'information environnementale
Forêt Fairview
Chevalier cuivré
Northvolt

9 RÉFORMES LÉGISLATIVES,
RÉFORMES RÉGLEMENTAIRES ET
CONSULTATIONS GOUVERNEMENTALES

Réformes provinciales
Réformes fédérales

15 ACTIVITÉS D'INFORMATION JURIDIQUE,
D'ÉDUCATION ET DE SENSIBILISATION

La Ligne verte
Obiterre

17 FORMATION DE LA RELÈVE EN
DROIT DE L'ENVIRONNEMENT

Clinique juridique
Collaboration dans le cadre de la COP30

18 COMMUNICATIONS ET PROMOTION

Site internet et réseaux sociaux
Couverture médiatique

20 FINANCEMENT

21 ADMINISTRATION ET GOUVERNANCE

Équipe
Conseil d'administration
Comité juridique

MOT DE LA PRÉSIDENCE ET DE LA DIRECTION

Face à une actualité marquée par de multiples réformes législatives qui affaiblissent le droit de l'environnement au Québec et au Canada et qui sont préoccupantes pour le respect de l'État de droit, l'année 2025-26 nous a imposé un rythme particulièrement soutenu.

Dès l'automne 2025, nous avons tiré la sonnette d'alarme face à un risque de dérive autoritaire de nos gouvernements, tant à l'échelle fédérale que provinciale. Cette tendance inquiétante, qui s'est confirmée au fil des mois, a exigé une présence constante sur tous les fronts : analyse approfondie des réformes législatives, présence en commissions parlementaires, mais aussi sensibilisation et mobilisation citoyenne. Car, pour que la population puisse faire entendre sa voix, encore faut-il s'y retrouver dans cette tempête législative.

Loin de nous cantonner à la simple réaction, nous avons maintenu une posture proactive. Nous avons notamment entrepris une démarche prospective d'envergure pour imaginer le droit de demain : un droit qui soutient une véritable transition socioécologique.

Année après année, le CQDE consolide son rôle de référence incontournable en droit de l'environnement, au Québec comme au Canada. Notre capacité à créer des alliances solides, à collaborer avec des réseaux diversifiés et à faire entendre une expertise juridique rigoureuse n'a jamais

été aussi forte. Qu'il s'agisse de nos échanges avec une délégation du Conseil national des barreaux de France, de notre coprésidence du colloque annuel du Barreau du Québec sur les récents développements en droit de l'environnement ou d'une reconnaissance nationale avec le Prix Clean50, ces exemples témoignent de l'impact concret de nos actions et du rayonnement de notre travail.

Pour autant, la tâche qui se dresse devant nous pour la prochaine année demeure immense. L'urgence climatique s'accélère, la biodiversité subit des pressions sans précédent, et les garde-fous démocratiques qui protègent le territoire et les droits citoyens sont de plus en plus fragilisés.

Face à l'ampleur des défis, nous abordons l'avenir avec une détermination intacte. Nous pouvons compter sur une équipe rigoureuse qui avance avec cœur, sur la confiance de nos alliés, ainsi que sur l'appui indéfectible de nos sympathisantes, des personnes donatrices et des bailleurs de fonds qui nous insufflent le courage nécessaire pour accomplir notre mission.

En gardant toujours en ligne de mire notre boussole, protéger la nature pour sa valeur intrinsèque et offrir à la population une expertise juridique indépendante, nous sommes prêtes à lutter contre ces forts vents de face.

En toute solidarité,

Anne-Julie Asselin,
Présidente

Geneviève Paul,
Directrice générale

**Dès l'automne 2025, nous avons
tiré la sonnette d'alarme face à un
risque de dérive autoritaire de nos
gouvernements, tant à l'échelle
fédérale que provinciale**

LE CQDE EN BREF



**DEPUIS 1989, LE CQDE
EST LE SEUL ORGANISME
DE BIENFAISANCE DÉDIÉ AU
DROIT DE L'ENVIRONNEMENT
AU QUÉBEC**

MISSION

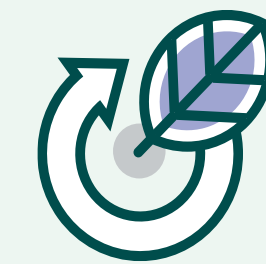
Le CQDE utilise le droit pour protéger l'environnement et faciliter l'accès à la justice. Il offre une expertise juridique indépendante, des outils éducatifs à la population, en plus de contribuer au développement d'une législation et d'une jurisprudence fortes et cohérentes.



**ACTIONS &
INTERVENTIONS
EN JUSTICE**

INTÉGRITÉ

INDÉPENDANCE



**RÉFORMES
LÉGISLATIVES &
RÉGLEMENTAIRES**

EXPERTISE

INNOVATION



**INFORMATION &
SENSIBILISATION**

COLLABORATION

**ENGAGEMENT
SOCIAL**

+17 000
SYMPATHISANT·ES
partout au Québec

+2 200
PERSONNES
rejointes lors d'événements,
conférences et formations

+1 000
OCCURENCES
médiatiques

+200

DEMANDES
d'information juridique
traitées via la
Ligne verte

7

PARTICIPATIONS
à des consultations
publiques et dépôts
de mémoires

5

LITIGES
devant les tribunaux

3

ACTIONS
de mobilisation
citoyenne

2025
2026

**CETTE ANNÉE,
NOTRE TRAVAIL A NOTAMMENT CONTRIBUÉ À :**

DÉNONCER et faire abandonner des projets de loi
affaiblissant les protections environnementales

DÉFENDRE l'accès du public à l'information environnementale

PROTÉGER des habitats d'espèces menacées

FORMER la relève juridique en droit de l'environnement

OUTILLER des milliers de citoyennes et d'organisations

PRIX CLEAN50

célébrant 50 personnes ou
groupes ayant apporté une
contribution exceptionnelle
pour une économie
propre au Canada



PRIX CLEAN16

**pour la directrice
générale du CODE,**
classée première de la
catégorie « Plaidoyer »
(Advocacy)



**PRIX
PARTENAIRE
RAINETTE**

remis par Nature-Action
Québec pour l'engagement
et le travail collaboratif fourni
depuis plus de 10 ans pour
protéger la rainette faux-grillon.

ACTIONS JUDICIAIRES ET ADMINISTRATIVES DANS L'INTÉRÊT PUBLIC

LOI C-5 SUR LES PROJETS « D'INTÉRÊT NATIONAL »

Avec cette loi qui vient changer les règles du jeu, le gouvernement fédéral se donne les pouvoirs de soustraire certains mégaprojets de son choix aux lois, notamment environnementales. En septembre 2025, le CQDE dépose un recours pour contester la validité de cette loi.



Mémoire déposé à
la Cour supérieure

En avril 2026, 11 organisations œuvrant en environnement, science, santé et défense des droits humains de partout au Canada ont demandé aux tribunaux d'intervenir dans notre recours. C'est finalement 9 d'entre eux que la Cour a accepté d'entendre dans les prochains mois.

En savoir plus



Conférence de presse



Capsule vidéo



REGISTRE PUBLIC D'INFORMATION ENVIRONNEMENTALE

Depuis près de huit ans, le gouvernement du Québec n'a toujours pas mis sur pied ce registre prévu par la Loi. Sans cet outil, les citoyen·nes doivent multiplier les demandes d'accès à l'information pour comprendre les décisions qui touchent leur environnement. En effet, ce registre informerait sur des milliers de projets qui requièrent une autorisation ministérielle.

En février 2026, les avocates du CQDE plaident pour le respect de la loi devant la Cour supérieure du Québec. La Cour n'ordonne finalement pas au gouvernement d'agir dans un délai fixe, mais elle confirme que cette question peut être décidée par les tribunaux. Il n'est donc pas exclu que le CQDE y retourne à l'avenir.

En savoir plus



Pourquoi ce registre est nécessaire?

EN L'ABSENCE DU REGISTRE :

- De lourdes démarches
- Le soutien d'avocates peut être requis pour contester le caviardage
- De longs délais (pouvant se compter en années)
- Manque de prévisibilité pour toustes

AVEC LE REGISTRE :

- Toutes les informations accessibles en ligne en un seul clic

Capsule vidéo





FORÊT FAIRVIEW

En août 2024, la citoyenne Brigitte Watson, représentée par les avocates du CQDE, a réussi à lever une partie du caviardage sur des documents liés à un projet de développement commercial et résidentiel controversé. **Cette victoire citoyenne a été confirmée par la Cour du Québec en janvier 2026.**

En savoir plus



CHEVALIER CUIVRÉ

En janvier 2026, le ministère des Pêches et des Océans a donné l'aval final au projet d'expansion du Port de Montréal à Contrecoeur. Résultat? Il délivre un permis autorisant l'Administration portuaire de Montréal à détruire une partie de l'habitat essentiel protégé du chevalier cuivré, une espèce de poisson unique au Québec, actuellement en voie de disparition.

En février 2026, le CQDE, aux côtés de la SNAP Québec, **dépose officiellement une poursuite en Cour fédérale contre la ministre des Pêches pour demander le respect de la Loi sur les espèces en péril.**

En savoir plus



NORTHVOLT

En septembre 2023, les gouvernements du Québec et du Canada annoncent la construction d'une giga-usine de batteries de la multinationale suédoise Northvolt sur des terrains à Saint-Basile-le-Grand et McMasterville, en Montérégie. Il s'agit, selon le gouvernement, du plus gros projet privé de l'histoire du Québec. Ce projet touche à de nombreux enjeux de transparence, de participation du public et de protection de la biodiversité et de l'environnement.

Le CQDE poursuit le gouvernement du Québec pour contester l'autorisation des travaux préparatoires et les modifications réglementaires ayant eu pour effet d'écarter la tenue d'un BAPE pour ce projet.

Une étape remportée en août 2025! **La Cour supérieure du Québec rejette la demande du gouvernement du Québec d'écarter une partie du dossier avant l'audience sur le fond.** Ainsi, le tribunal se penchera sur la légalité des modifications réglementaires ayant eu pour effet d'écarter la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement (PÉEIE), un aspect au cœur du dossier mené par le CQDE et trois citoyennes.

En savoir plus



RÉFORMES LÉGISLATIVES & RÉGLEMENTAIRES ET CONSULTATIONS GOUVERNEMENTALES



RÉFORMES PROVINCIALES

PROJET
DE LOI

1

sur la Constitution

Mobilisation réussie aux côtés de centaines d’alliés de la société civile pour alerter sur les risques de l’adoption de ce projet de loi. Le CQDE s’inquiétait du déficit de légitimité du processus et des impacts possibles sur les droits humains et l’État de droit. Le projet de loi est mort au feuillet en juin 2026. Le CQDE rappelle l’importance de tenir un processus participatif élargi en amont de l’élaboration d’un texte de cette importance.



Lire notre mémoire

En savoir plus



PROJET
DE LOI

5

sur l’accélération de mégaprojets

L’équipe s’est mobilisée sans relâche contre le projet de loi 5 sur l’accélération des mégaprojets, lequel est finalement mort au feuillet, c’est-à-dire n’a pu être adopté avant la fin des travaux parlementaires.

Le projet de loi accordait au gouvernement des pouvoirs extrêmement larges pour désigner et autoriser des projets jugés prioritaires et d’envergure nationale et pour contourner l’application de plusieurs lois afin d’accélérer la réalisation de projets, dont les lois environnementales.

Tout au long du processus parlementaire, le CQDE a soutenu que toute accélération de projets structurants doit se faire dans l’intérêt collectif, avec la participation du public et dans le respect des lois visant à assurer la protection de l’environnement. **Passage en commission, mémoire, lettres ouvertes, mobilisation... Nous avons déployé des efforts considérables pour éviter un recul majeur du droit de l’environnement et de l’État de droit au Québec.**



Notre mémoire



Passage en commission
parlementaire



Lettre ouverte

En savoir plus





CIBLES CLIMATIQUES

En 2020, le gouvernement du Québec s'était engagé à réduire d'ici 2030 les émissions de gaz à effet de serre de 37,5 % sous leur niveau de 1990.

Dans le cadre d'une révision quinquennale en décembre 2025, le CQDE dépose un mémoire et propose une action de mobilisation pour exiger du ministre de l'Environnement de **doter le Québec de cibles climatiques ambitieuses, alignées sur la science.**

Alors que la crise climatique, les engagements internationaux et un consensus au sein de la société civile appellent à un cadre ambitieux, le gouvernement du Québec recule ses cibles.

 [Lire notre mémoire](#)

[En savoir plus](#)



VEILLE DÉMOCRATIE & ENVIRONNEMENT

Aux côtés de l'Institut du Nouveau Monde, le CQDE a lancé une veille inédite des projets de loi et règlements qui influencent l'environnement et les droits démocratiques au Québec. En rendant ces informations accessibles, les organismes souhaitent renforcer la vigilance citoyenne et faciliter la participation aux débats qui façonnent notre avenir collectif.
Un outil bienvenu pour faire face à cette tempête législative!

PRÈS DE

1 000
abonné·es

S'abonner



« La veille législative est un autre outil précieux du CQDE pour mon travail d'analyse stratégique, de direction de mon organisme, et de collaboration avec des partenaires. Il permet d'avoir une vue d'ensemble que le quotidien si occupé et le manque de moyens ne permettent pas autrement, avec l'assurance du travail rigoureux qui est la marque de confiance du CQDE. »

– Patricia Clermont, responsable,
Association québécoise des médecins pour l'environnement

« Notre travail est grandement influencé par les lois qui sont adoptées. C'est très important d'être au courant, mais nous n'avons pas toujours le temps de tout décortiquer pour comprendre toutes les subtilités. Vos résumés et vos positions sur ces questions sont une aide importante. »

– Mélissa Valiquette, professionnelle
en environnement dans une MRC

RÉFORMES FÉDÉRALES

PROJET DE LOI C-15 sur l'exemption des lois fédérales

Une section du projet de loi initial visait à octroyer un pouvoir vaste et inédit à certains membres de l'exécutif, les autorisant à exempter les activités d'entités de toutes sortes de la quasi-totalité des lois adoptées par le Parlement fédéral dans le but de stimuler l'économie, l'innovation ou la compétitivité. Bien que la loi telle qu'adoptée demeure problématique, elle est maintenant restreinte à deux secteurs d'activité précis.

Le CQDE a exercé un rôle de leader pour documenter, informer et mobiliser sur les conséquences possibles de ces dispositions : deux interventions devant le Sénat, dépôt d'un mémoire, publication de lettres ouvertes, dont une co-initiée par le CQDE et signée par plus de 100 alliés partout au Canada.



Intervention devant le Sénat



Lettre ouverte



Notre mémoire

En savoir plus



CONSULTATION FÉDÉRALE SUR L'ACCÉLÉRATION DES GRANDS PROJETS

En juin et juillet 2026, le gouvernement fédéral a consulté la population sur une (autre) réforme à venir qui viendrait modifier lois, règlements et politiques afin d'accélérer encore davantage la réalisation « de grands projets » au Canada. Les propositions soumises à consultation s'inscrivent parmi les pires reculs environnementaux au Canada du 21^e siècle, avec des impacts potentiellement majeurs sur l'environnement, la sécurité et la santé des Canadien·nes, et le respect des droits des peuples autochtones.

Le CQDE a facilité la mobilisation de la population avec une action en ligne, et a déposé ses propres commentaires (des milliers de personnes ont finalement participé à la consultation). Le gouvernement fédéral a déposé le projet de loi omnibus C-39 (*Loi visant à bâtir un Canada fort*), à l'étude à l'automne 2026.



Nos commentaires

TEMPÊTE LÉGISLATIVE

Face à la multiplication de ces projets de loi affaiblissant les règles de protection de l'environnement et pouvant fragiliser l'État de droit, le CQDE a déployé une stratégie de sensibilisation multicanale :

Conférence de presse



Une dénonciation du bilan environnemental de fin d'année aux côtés d'organismes et groupes environnementaux du Québec.

Webinaire



Un webinaire de décryptage des principaux projets de loi identifiés comme particulièrement problématiques, et des actions pour y faire face.

Bande dessinée



Un outil pédagogique pour comprendre les enjeux de chaque réforme, créée avec l'illustratrice Chloé Germain.

+50 MENTIONS MÉDIAS
le jour même

+200 **+650**

PARTICIPANTS VISIONNEMENTS

+650 **+650**

EXEMPLAIRES PAPIER VISITES WEB

RAINETTE

En septembre 2025, à la suite de l’avis d’intention du ministère fédéral de l’Environnement visant à évaluer la nécessité de maintenir le décret d’urgence visant la protection de la rainette faux-grillon de l’Ouest, **le CQDE, aux côtés de Nature Québec et de la SNAP Québec, a déposé des commentaires pour demander le maintien du décret.**

En effet, abroger ou modifier le décret ferait peser sur la Rainette des menaces imminentes à son rétablissement.

 Nos commentaires

En savoir plus 



À quoi pourrait
ressembler le droit
au Québec en 2050 ?



DÉMARCHE PROSPECTIVE

Le CQDE a mené deux ateliers de réflexion stratégique pour tenter de répondre à la question « À quoi pourrait ressembler le droit au Québec en 2050? ».

Animées par la Société des demains, ces activités ont permis de générer des réflexions très stimulantes avec plus de 40 personnes engagées issues de différents milieux **pour identifier des tendances émergentes, de formuler des scénarios d’évolution du droit et de dégager des pistes d’innovation juridique dans une perspective de transition socioécologique.**





CONSOMMATION « VERTE »

Pour une véritable
transparence
environnementale



Rapport de recherche du
Centre québécois du droit de l'environnement

ÉCOBLANCHIMENT

En mars 2026, le CQDE publie un 3^{ème} rapport de recherche sur l'écoblanchiment, celui-ci portant sur les produits de consommation. Le CQDE y formule cinq recommandations pour protéger le public, assurer une concurrence saine et soutenir une véritable transition écologique.

Lors de la soirée de lancement, un panel avec Catherine Houssard du CIRAIG, Pascale Dufour, de la Faculté de droit de l'Université de Montréal, et Charles Codère, avocat au CQDE, a permis aux acteurs clés du milieu de réfléchir à la manière de faciliter des choix de consommation plus durables.



Écouter le panel



Lire le rapport



Lire le sommaire exécutif

Réformes

Dans la lignée de ces dernières années, le CQDE continue de se positionner pour que l'écoblanchiment soit mieux encadré, en déposant :

- Des **commentaires** sur les nouvelles lignes directrices du Bureau de la concurrence concernant les déclarations environnementales pour renforcer la clarté et la rigueur des lignes directrices
- Un **mémoire** dans le cadre du projet de loi omnibus 92 modifiant diverses dispositions encadrant le secteur financier, incluant des recommandations pour soutenir les efforts visant à contrer les déclarations fausses ou trompeuses nuisant à l'intégrité du secteur financier.



Lire le mémoire

En savoir plus



**Le CQDE a reçu du financement en vertu de l'Initiative canadienne de protection des consommateurs d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada. Les opinions exprimées dans ce rapport ne sont pas nécessairement celles d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada ou du gouvernement du Canada.*

ACTIVITÉS D'INFORMATION JURIDIQUE, D'ÉDUCATION ET DE SENSIBILISATION

LA LIGNE VERTE

Par le biais de la Ligne verte, le CQDE dispense de l'information juridique à la population, tant aux groupes citoyens mobilisés qu'aux organismes environnementaux, aux journalistes et aux élus qui tentent de mieux comprendre comment le droit peut être utilisé pour protéger l'environnement.

Cette année, l'équipe a répondu à plus de **220 demandes** portant notamment sur la protection des milieux humides, l'accès à l'information, la préservation des espèces menacées et le pouvoir des municipalités. Certains dossiers, notamment celui de Northvolt, de Stablex ou les actions de mobilisation face aux projets de loi C-5 et C-30, ont suscité plusieurs questions du public.

220 DEMANDES
=
OCCASIONS D'AGIR

En savoir plus



OBITERRE

Obiterre, la banque d'information juridique gratuite vulgarisée en droit de l'environnement au Québec, permet d'informer un grand nombre d'individus et de multiplier le potentiel d'actions sur le territoire du Québec.

5 ans,
ça se souligne!

+202 000
VISITES

+70
ARTICLES

8
THÉMATIQUES



OBITERRE
Transformez vos
questions en actions

6 nouveaux articles

- ✦ Quelle place pour la science dans le droit de l'environnement?
- ✦ Science du climat et de la biodiversité : les sources d'information fiables
- ✦ Les territoires incompatibles avec l'activité minière
- ✦ L'injonction en droit de l'environnement
- ✦ Peut-on être poursuivi pour avoir dénoncé une atteinte à l'environnement
- ✦ S'exprimer sur les partis politiques : ce que la loi permet

✦ Le bilan

En savoir plus ✦

FORMATION DE LA RELÈVE EN DROIT DE L'ENVIRONNEMENT

11 ÉTUDIANT·ES
au programme

2 STAGIAIRES
du Barreau

5 UNIVERSITÉS
partenaires

2 RECHERCHISTES
en droit pendant l'été

CLINIQUE JURIDIQUE

Chaque année, le CQDE œuvre à former la prochaine génération d'avocat·es et de notaires en droit de l'environnement, notamment par le biais d'une Clinique juridique structurée et supervisée.

Exemples de missions :

- Effectuer divers mandats de recherche pour appuyer les litiges et le travail d'analyse des réformes législatives et réglementaires
- Répondre aux demandes citoyennes de la Ligne verte touchant à divers domaines de droit de l'environnement via des recherches dans les lois, la jurisprudence et la doctrine
- Rédiger des articles de vulgarisation pour alimenter la banque d'information juridique Obiterre

En savoir plus



COLLABORATION DANS LE CADRE DE LA COP30

À l'occasion de la COP30, qui s'est déroulée du 10 novembre au 21 novembre 2025 à Belém, au Brésil, le CODE a collaboré avec Avocats sans frontières Canada (ASF Canada), leur permettant une présence sur place pour suivre les négociations, documenter les discussions et soutenir la participation de la société civile.

COMMUNICATIONS ET PROMOTION

2025
2026

SITE
INTERNET
ET RÉSEAUX
SOCIAUX

+17 680
ABONNÉ·ES



+6 400
ABONNÉ·ES



+17%
entre 2024-2025
et 2025-2026

+92 700
VISITES DU SITE

+10 960
ABONNÉ·ES
à notre infolettre



+2 160
ABONNÉ·ES



+480
ABONNÉ·ES



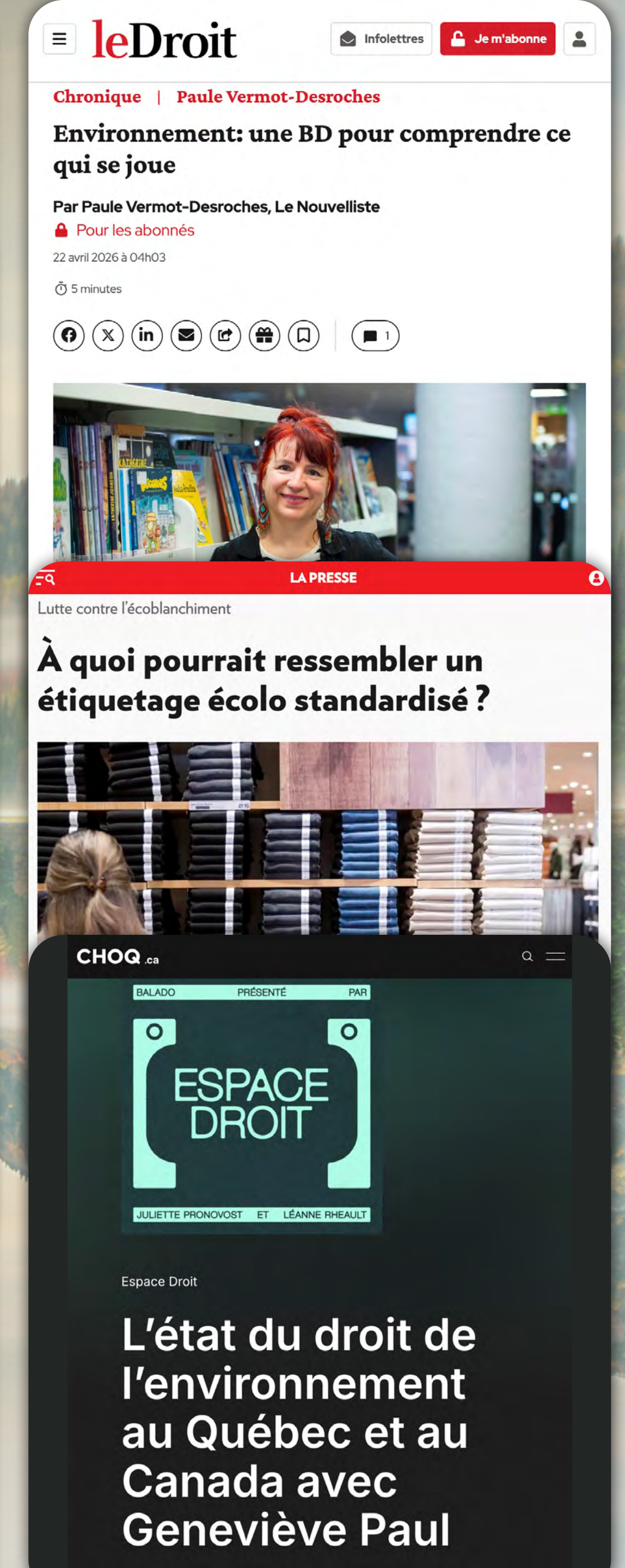
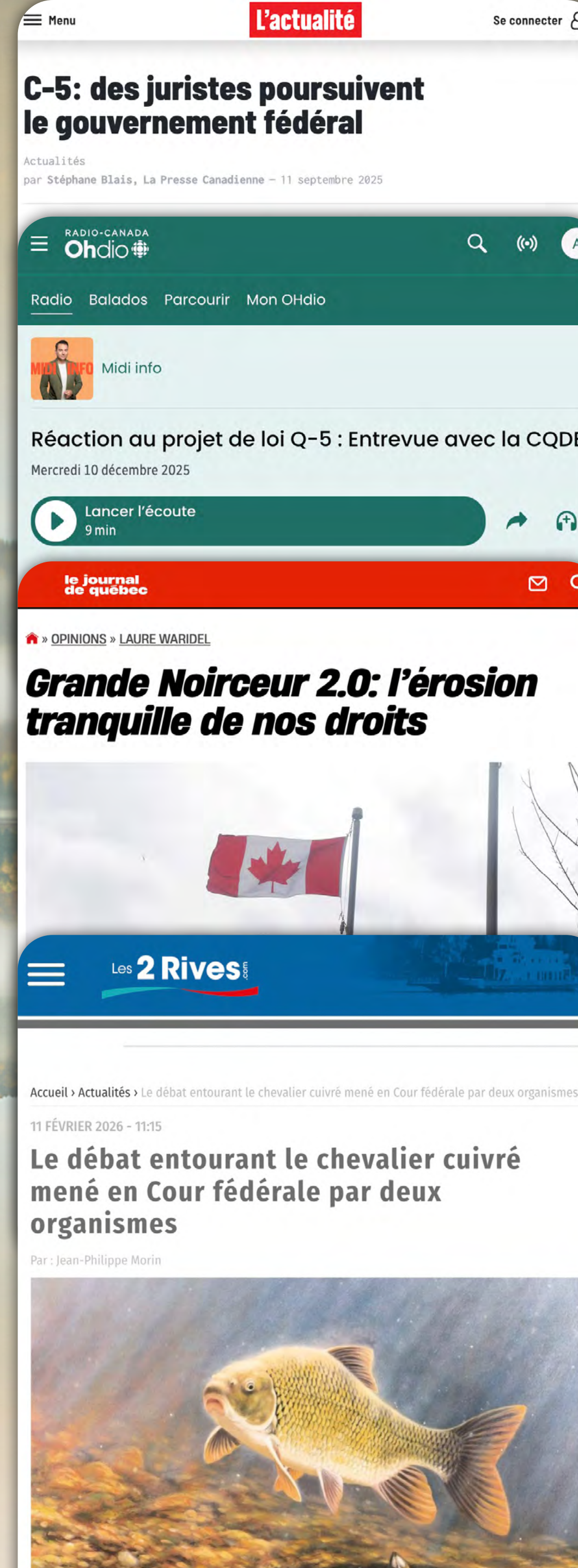
COUVERTURE MÉDIATIQUE

Le CQDE demeure une référence incontournable en matière de droit de l'environnement pour les médias.

Sa présence médiatique contribue à diffuser et à vulgariser des notions juridiques afin d'éclairer et mobiliser le public sur les dossiers environnementaux importants.

1 000
OCCURENCES
dans les médias

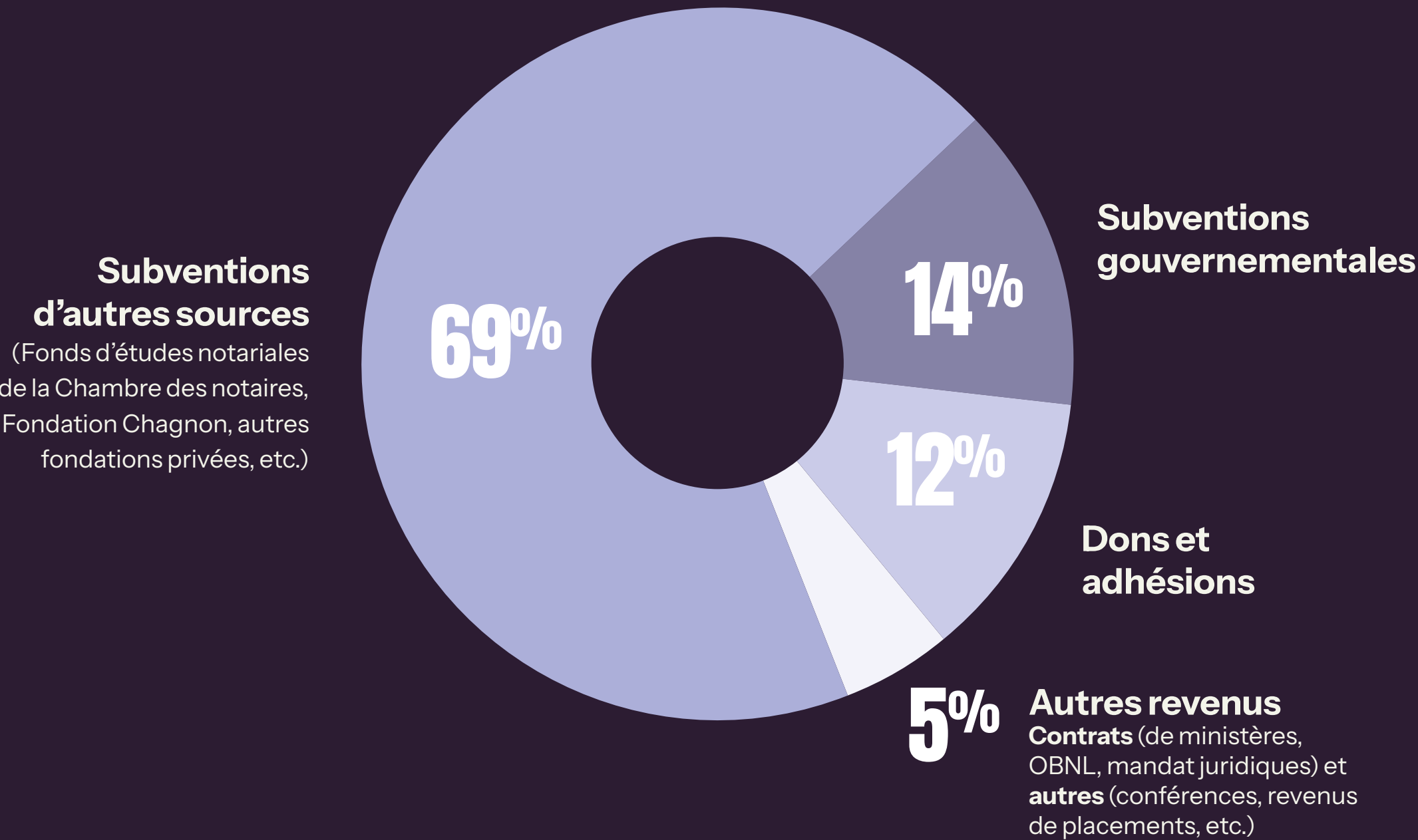
4 FOIS PLUS
que l'an dernier



FINANCEMENT

C'est grâce à la générosité de nos fidèles collaborateur-trices financières et de nos chères donateur-trices et membres que nous pouvons réaliser notre mission.

SOURCES DE FINANCEMENT



MEMBRES ET DONATEUR-TRICES

99 000
DOLLARS EN DONS

Au 30 juin 2026, le nombre d'adhésions au CQDE s'établissait à **243 membres individuels et organismes** actifs répartis à travers le Québec.

L'organisme continue de bénéficier de la générosité de nombreux donateurs et donatrices qui nous donnent à l'occasion ou sur une base mensuelle. Cette année, le montant total des **dons individuels reçus s'élève à près de 99 000\$.**



Nos sincères remerciements également à la Fondation Ruben & So, la Fondation Esther Bourgeois, ainsi qu'à de nombreuses congrégations.

ADMINISTRATION ET GOUVERNANCE

ÉQUIPE



Geneviève Paul
Directrice générale



Valérie Hénault
Directrice des opérations



Fariath Chabi
Adjointe administrative



Sophie Turri
Directrice des communications



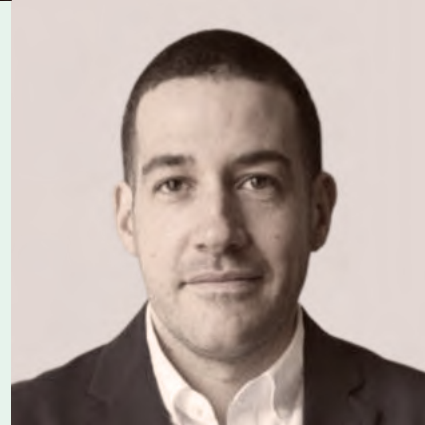
Eléonore Riffe
Chargée des communications



Félix Bibeau
Conseiller aux affaires gouvernementales et publiques



Camille Péloquin
Avocate



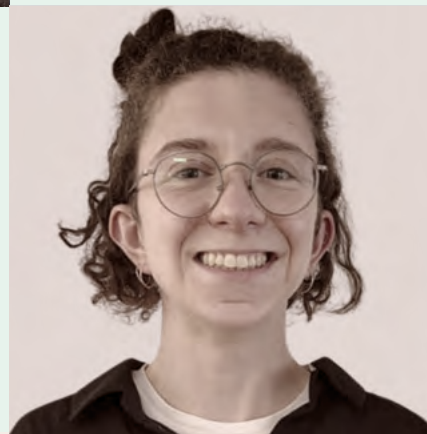
Charles Codère
Avocat



Sara Morin-Chartier
Avocate



Céleste Brazeau Houle
Stagiaire Barreau



Annabelle Couture-Guillet
Avocate



André Capretti
Avocat



Ann Ellefsen
Avocate

ILS SE SONT IMPLIQUÉS EN 2025-2026 :
Un grand merci à Marion Perez (agente à la comptabilité et à l'administration), Camille Cloutier (avocate), Milane Coppens et Olivier Gaudet (rechercheurs en droit), ainsi qu'aux étudiantes de notre Clinique juridique pour leur passage au sein de notre équipe en 2025-2026.

En savoir plus

CONSEIL
D'ADMINISTRATION



Anne-Julie Asselin
Présidente



Camille Fréchette
Secrétaire



Stéphanie Roy
Vice-présidente



Josée Lecours
Trésorière



François Brochu
Administrateur



Johanne Gélinas
Administratrice



Elisabeth Patterson
Administratrice



Maxime Simard
Administrateur



Frédéric Morin-Bordeleau
Administrateur



Hugo Tremblay
Administrateur



Véronique Tousignant
Administratrice



En savoir plus



COMITÉ JURIDIQUE

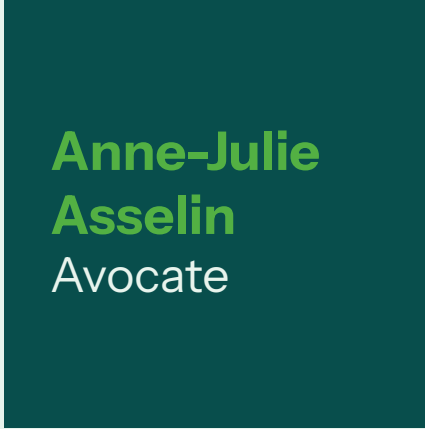
Le CQDE compte sur un Comité juridique actif regroupant des expert·es dans différents domaines du droit.



Michel Bélanger
Avocat et fondateur du CQDE



Cédric Gagnon-Ducharme
Avocat



Anne-Julie Asselin
Avocate



Sébastien Brodeur-Girard
Avocat et professeur



Camille Fréchette
Avocate



Hélène Mayrand
Avocate et professeure



Stéphanie Roy
Avocate et professeure



François Brochu
Notaire



Jean-François Girard
Avocat



Hugo Tremblay
Avocat et professeur adjoint



Roland Ouedraogo Touwende
Docteur en droit et chargé de cours



Christopher Campbell-Durufié
Candidat au Doctorat



Alexandre Lillo
Professeur



Elisabeth Patterson
Avocate



David Robitaille
Avocat et professeur titulaire



Véronique Tousignant
Juriste et associée



Allain Tellier
Avocat

En savoir plus

Membre du CA (voir page précédente)



 5248 boulevard Saint-Laurent,
Montréal, Québec, Canada H2T 1S1

 info@cqde.org

 cqde.org

